

EUROPE

LA RENCONTRE FRANCO-ALLEMANDE

Un « sommet » à dix-huit

(Suite de la première page.)

Prémière préoccupation commune : le dégel américain. Après leur départ d'Indochine, les États-Unis assistent sans broncher à la prise en main de l'Anglo par une formation soutenue par l'Union soviétique. Quels que soient les résultats de l'élection présidentielle de novembre, les États-Unis ne sont pas prêts de se lancer à nouveau dans des aventures lointaines. L'Europe doit en tenir compte.

La seconde préoccupation est le corollaire de la précédente. Pour prendre ses responsabilités, l'Europe doit s'organiser, mais comment ? La coopération franco-allemande ne s'élève plus guère de difficultés. Mais les choses en complicated d'un jour à l'autre. C'est ainsi que la perspective d'élections européennes en 1978 a relancé, dans l'opinion française, l'émotion controversée de la supranationalité. Quelle que soient les efforts de compromis, l'union européenne implique des restrictions à l'exercice du souveraineté nationale. Faut-il les accepter ou s'en accommoder ? C'est une question à laquelle la majorité française, au moins, n'a jamais trouvé une réponse équivoque.

On nous a dit que M. Giscard d'Estaing, accompagné, non seulement du premier ministre, de

qui est habituel, mais aussi des deux ministres d'Etat, MM. Pontonnet et Lecanuet, pour la première fois dans une réunion internationale, la majorité présidentielle sera représentée, « à titre de présence » par un député du R.U.R. aux côtés de M. Giscard d'Estaing et de M. Schmidt et son vice-chancelier, M. Genscher, en tant que président du F.O.P. (parti libéral), le second parti de la coalition de Bonn.

C'est le chancelier qui aurait eu l'idée de cette réunion. Mais on peut penser qu'il s'agit pour lui moins d'annoncer M. Genscher à partager ses réflexions — au sommet — que d'y amener aussi M. Chirac. Le premier ministre reste en effet très proche de son ancienne responsabilité de quatrième traditionnel et la difficulté de trouver une procédure électorale commune aux deux pays, comme le veut l'article 138 du traité, aurait pu le pousser à l'initiative.

Si les réunions franco-allemandes n'ont pas d'impact du jour au lendemain, il est cependant acquis qu'un certain nombre de sujets seront traités, soit « au sommet », soit dans les réunions bilatérales entre ministres spécialisés. En voici la liste non exhaustive.

1. Les perspectives économiques pour l'année en cours ; on récapitulera

à Paris, à la veille de la rencontre, qu'aucune conversation non-taire n'est envisagée et que « l'air de santé du sommet franco-allemand » ne pourrait être discuté sur le plan bilatéral franco-allemand. Il sera néanmoins évoqué que M. Giscard d'Estaing et Schmidt ignorent un sujet aussi actuel.

2. Evolution des institutions européennes : outre le projet d'élections européennes en 1978, sera probablement évoqué le rapport Tindemans sur l'union européenne, bien que le gouvernement français ne doive pas prononcer qu'en mars sur le travail du premier ministre belge :

3. Relations de la Communauté avec des pays tiers : Grèce et Espagne notamment ;

4. Prix agricoles et réexamen des réglementations européennes pour la viande et le bœuf ;

5. Coopération franco-allemande pour l'énergie nucléaire civile ;

6. Coopération dans la lutte contre la criminalité ;

7. Conférence Nord-Sud, aide au développement et problèmes internationaux.

MAURICE DELARUE.

« L'élection directe du Parlement européen rapprochera l'Europe de ses citoyens »

déclare M. Giscard d'Estaing

Dans une interview qu'il a accordée à l'« Europe », M. Giscard d'Estaing a déclaré que l'élection directe du Parlement européen est « une étape décisive » vers l'union européenne. Il a souligné que cette réforme est essentielle pour rapprocher l'Europe de ses citoyens et pour renforcer la démocratie. M. Giscard d'Estaing a également mentionné la nécessité de poursuivre les efforts de coopération entre la France et l'Allemagne.

à la fin de 1974, qui ont permis de mettre fin à la crise d'impasse de la politique de l'Europe. C'est au Conseil européen qu'a été prise la décision de procéder à l'élection directe du Parlement européen. Cette réforme est essentielle pour rapprocher l'Europe de ses citoyens et pour renforcer la démocratie. M. Giscard d'Estaing a également mentionné la nécessité de poursuivre les efforts de coopération entre la France et l'Allemagne.

politique menée parallèlement en France et en Allemagne pour mettre fin à la crise d'impasse de la politique de l'Europe. C'est au Conseil européen qu'a été prise la décision de procéder à l'élection directe du Parlement européen. Cette réforme est essentielle pour rapprocher l'Europe de ses citoyens et pour renforcer la démocratie. M. Giscard d'Estaing a également mentionné la nécessité de poursuivre les efforts de coopération entre la France et l'Allemagne.

M. Giscard d'Estaing a encore évoqué les points suivants :

- L'AVANCEMENT POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ : Si la Communauté a surmonté les difficultés liées à la mise en œuvre de la réforme électorale, c'est dans une large mesure grâce à la coopération entre la France et l'Allemagne.

• LA DÉFENSE DE L'EUROPE : Il n'y a pas de danger pour l'Europe. La situation est stable et la coopération entre la France et l'Allemagne se poursuit.

• Les réformes politiques : L'appel à la réforme politique est essentiel pour renforcer la démocratie et rapprocher l'Europe de ses citoyens.

Libres opinions RÊVES ET RÉALITÉS

par PIERRE LEFRANC (*)

LES disciples de l'école supranationaliste n'emploient depuis plus de trente ans à faire passer le général de Gaulle pour un « anti-européen ». C'est ainsi qu'en 1955, dans le discours de Bayona, le général de Gaulle a déclaré : « L'Europe, c'est l'Europe des Français ».

Constatons les actes et les paroles. Il n'est aucun chef d'Etat, aucun, qui se soit autant consacré à la construction d'une union européenne. Qui, mais voilà ! de Gaulle faisait de cas des rêves et chatoient de se voir eux-mêmes ; alors on critiquait son scepticisme et à la fin, on le disait « anti-européen ». Mais, en réalité, c'est la France qui a été la plus active pour la construction de l'Europe. C'est ainsi qu'en 1955, dans le discours de Bayona, le général de Gaulle a déclaré : « L'Europe, c'est l'Europe des Français ».

Aujourd'hui, on voudrait, bien entendu, rattrapper l'occasion perdue. Mais, pour cela, il faut d'abord reconnaître que la construction par ce qu'il est le commun. La méthode est hardie mais ne présente malheureusement aucune chance de succès. Comment se matérialiser d'ailleurs ce projet de construction par ce qu'il est le commun ? Il faut d'abord reconnaître que la construction par ce qu'il est le commun est une méthode hardie mais ne présente malheureusement aucune chance de succès.

Sur les autres pays réunis maintenant au sein de la Communauté, ce n'est pas le cas. Les autres pays ont des intérêts différents de ceux de la France. C'est ainsi qu'en 1955, dans le discours de Bayona, le général de Gaulle a déclaré : « L'Europe, c'est l'Europe des Français ».

Le traité de Rome prévoit que l'Assemblée de Strasbourg « élabore des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct (ou indirect) d'une Assemblée européenne ». Si l'on veut effectivement se rapprocher, par respect au moins des termes du traité, de l'Assemblée de Strasbourg, on ne peut que se demander si l'Assemblée de Strasbourg est une Assemblée européenne ou si elle n'est qu'une Assemblée française.

Quant à nous, nous ne pouvons que constater la nécessité de commencer par le commencement. Il faut d'abord reconnaître que la construction par ce qu'il est le commun est une méthode hardie mais ne présente malheureusement aucune chance de succès.

(*) Président de l'Assemblée nationale française pour la session ordinaire de 1975.

(1) Le général de Gaulle, 5 septembre 1955.

PAUL FABRA.

Le baromètre

(Suite de la première page.)

Pour la première fois, les accords de Rambouillet sont mis en application. La « Fed » avait, mercredi, annoncé que les deux pays allaient signer un accord de coopération économique. L'accord est signé, mais les détails de son contenu ne sont pas connus.

Irlande du Nord

UN MILITANT DE L'IRA MEURT EN PRISON D'UNE GREVE DE LA FAIM

Frank Stagg, un militant de l'IRA, a été tué en prison. Il avait commencé une grève de la faim le 12 février. Il avait été arrêté le 13 février. Il avait été tué le 14 février. Il avait été tué en prison. Il avait été tué d'une grève de la faim.

(A.F.P., Reuters.)

Turquie

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AJOURNE SON VOYAGE À WASHINGTON

Ankara. — Un bref communiqué du ministère turc des affaires étrangères a annoncé, mardi 10 février, que le ministre, M. Cagatay, avait décidé d'ajourner son voyage à Washington. Le ministre avait prévu de partir pour les États-Unis le 12 février.

La récente décision de la commission des affaires étrangères du Sénat américain que certaines conditions de l'aide américaine à la Turquie étaient devenues obsolètes, a été l'un des motifs de ce retard. M. Cagatay avait prévu de partir pour les États-Unis le 12 février. Il avait été retardé par la décision de la commission des affaires étrangères du Sénat américain.

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE KLSFELD

L'ancien chef de la Gestapo à Orléans serait responsable de nombreuses atrocités

En marge de la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, ce jeudi 12 février à Saint-Paul-de-Vence, M. Lecanuet devrait remettre à son homologue allemand, le ministre fédéral de l'Intérieur, une lettre de M. Giscard d'Estaing. Cette lettre devrait mentionner la condamnation de Fritz Merdesche à la prison à perpétuité.

De notre envoyé spécial

Orléans. — Les révélations de Mme Klsfeld et l'arrestation pour quelques jours de son mari, venu à Orléans pour le mariage de son fils, ont provoqué une émotion considérable. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le souvenir du capitaine Merdesche ne devrait pourtant pas laisser indifférent. Les actes d'accusation des procès de Lyon (1953) et de Paris (septembre 1953) lui imputent la mort de plus de mille deux cents personnes, déportées ou tuées sur place.

Fritz Merdesche est né à Francfort en 1905. En 1933, il entre au parti nazi et est élu député. En juillet 1940, il est nommé commandant de la police de Francfort. Il est responsable de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

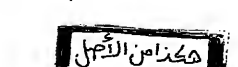
Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.

Le procès de Merdesche a été l'occasion de révéler de nombreuses atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale. Les informations concernant les atrocités commises par Fritz Merdesche pendant la Seconde Guerre mondiale ont été largement relayées par la presse.



EUROPE

Espagne CORRESPONDANCE

«Provocation»
ou «exécution»

Après l'assassinat, le 11 février, du ministre de Valdesolano, en Espagne, on attendait une réaction officielle, soit par le gouvernement, soit par le parti socialiste (P.S.), un de nos lecteurs, M. Carlos Alberola, proteste contre l'expression «provocation» utilisée par notre correspondant à Madrid le 10 février. Il estime, d'autre part, que cette «exécution» n'est pas «profondément» républicaine. M. Alberola insiste sur le fait que le régime franquiste n'est pas un régime fasciste espagnol, le fait est que les démocrates espagnols ont un vrai problème de conscience et de tactique à l'égard du régime fasciste espagnol, le fait est que les démocrates espagnols ont un vrai problème de conscience et de tactique à l'égard du régime fasciste espagnol, le fait est que les démocrates espagnols ont un vrai problème de conscience et de tactique à l'égard du régime fasciste espagnol.

Portugal

Le commandement militaire portugais a annoncé, le 11 février, que l'Union premier ministre, le général Vasco Gonçalves, avait été placé dans le cadre de réserve. A la suite de son éviction de la direction du gouvernement, les autorités militaires avaient essayé de confier divers commandements au général Gonçalves, mais avaient dû y renoncer devant l'hostilité de certains officiers qui se sentaient alors trahis par son attitude.

Timor

LE REPRÉSENTANT
DE M. WALDHEIM
RENCONTRE
LES DIRIGEANTS PORTUGAIS

En dépit de la présence à Timor oriental de vingt mille soldats indonésiens, 80 % du territoire de l'ancienne colonie portugaise sont aujourd'hui contrôlés par les forces du FRETILIN, a déclaré à Londres au cours d'une conférence de presse, M. José Ramos Horta, ministre des affaires étrangères de la République démocratique de Timor (1). M. Horta a pu conclure avec le comité international du parti travailliste et a été reçu mercredi 11 février au Foreign Office. Ce qui n'empêche nullement, souligne Whitehead, que la Grande-Bretagne reconnaisse la «République démocratique de Timor».

«A GENEVE, écrit notre correspondant Isabelle Vignoles, le représentant du FRETILIN, a déclaré que son objectif n'est pas de rendre dans les régions de Timor contrôlées par le FRETILIN, ni d'obtenir la reconnaissance internationale de la République démocratique de Timor, mais de faire passer la République démocratique de Timor à la République démocratique de Timor».

«achetez d'urgence
L'ARSENAL MONDIAL,
un nouveau petit livre
diabliement bien
documenté»
la guerre ouverte

collection Boic
JEAN-PIERRE BRULÉ
l'arsenal mondial
ALAIN SABATIER
Les sociétés militaires
JEAN-PAUL KAUFMANN
et DANIEL LE GAC
Juifs et Arabes en Palestine
Editions du Ceramion

La bataille diplomatique du Pacifique

III. — Moscou menace Tokyo

De notre correspondant ROBERT GUILLAIN

Depuis plusieurs années, les Chinois multiplient leurs efforts pour attirer Tokyo et Washington dans une entente antiaméricaine. Les Américains ont de leur côté favorisé la conclusion d'un traité sino-japonais. («Le Monde» des 21 et 22 février).

Tokyo. — Un dernier événement de Moscou au Japon, le meeting de garde soviétique contre la signature d'un traité de paix avec la Chine, qui portera atteinte aux intérêts de la République démocratique de Timor (1). M. Horta a pu conclure avec le comité international du parti travailliste et a été reçu mercredi 11 février au Foreign Office. Ce qui n'empêche nullement, souligne Whitehead, que la Grande-Bretagne reconnaisse la «République démocratique de Timor».

«achetez d'urgence
L'ARSENAL MONDIAL,
un nouveau petit livre
diabliement bien
documenté»
la guerre ouverte

L'abouti interdit

En revanche, l'Union soviétique ferait un bon travail de l'homme politique japonais au quel elle rendrait les territoires du Nord, comme on dit ici. Elle le mettrait du même coup dans l'obligation, en contrepartie, de lier le Japon à l'U.R.S.S. par un traité de paix qui garantirait à jamais la sécurité de la République démocratique de Timor (1). M. Horta a pu conclure avec le comité international du parti travailliste et a été reçu mercredi 11 février au Foreign Office. Ce qui n'empêche nullement, souligne Whitehead, que la Grande-Bretagne reconnaisse la «République démocratique de Timor».

Consensus pro-chinois à Tokyo

En réalité, c'était l'annonce, au Japon, de la première fois, et par le premier ministre lui-même, d'un changement très important dans la politique japonaise : le Japon, à la suite d'un accord avec la République démocratique de Timor (1). M. Horta a pu conclure avec le comité international du parti travailliste et a été reçu mercredi 11 février au Foreign Office. Ce qui n'empêche nullement, souligne Whitehead, que la Grande-Bretagne reconnaisse la «République démocratique de Timor».

Chine n'est sans doute, sans elle, ce serait totalement un pays d'extrême droite, et pour le Japon il ne saurait être question d'y participer. Aux yeux des Japonais, M. Grumyko n'est pas un homme d'Etat, mais un homme d'affaires, et ce n'est pas un homme d'Etat qui peut être un homme d'affaires. M. Grumyko n'est pas un homme d'Etat, mais un homme d'affaires, et ce n'est pas un homme d'Etat qui peut être un homme d'affaires.

Pas de bloc pour le Japon

En définitive, les événements récents ont fortement mis en lumière l'absence de tout accord entre le Japon et la République démocratique de Timor (1). M. Horta a pu conclure avec le comité international du parti travailliste et a été reçu mercredi 11 février au Foreign Office. Ce qui n'empêche nullement, souligne Whitehead, que la Grande-Bretagne reconnaisse la «République démocratique de Timor».

ANGLAIS
3 cas adultes
3 formules
British embassy contre
la grippe
cours à Paris

CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEAU ECONOMISTE:
les cadeaux
que vous ne feriez pas au fisc.
CHACQUE VENDREDI
Mieux connaître pour mieux prévoir
LE NOUVEAU ECONOMISTE

par PIERRE MARCILHACY (2)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

Grande-Bretagne

● LE GOUVERNEMENT DE M. WILSON a subi, mercredi soir 11 février, sa première

Italie

● L'AUTEUR ANONYME DES *REBELS* (lire 7 francs) est le PRO-FESSEUR de la fiction politique qui avait rencontré, dans une ville d'Europe, un jeune homme en Italie (le *Monde* en 10 octobre 1975) s'est dévoilé. Après avoir écrit le roman, il a été nommé professeur de monde politique et vendu trois cent vingt mille exemplaires de son ouvrage *De la fiction à la Géopolitique*. Prouzet vient de faire sa « confession » au *Corriere della Sera*. L'auteur est un jeune homme de 25 ans, originaire de la Turquie. Selon l'homme de lettres, il est un « révolutionnaire en danger de tout perdre ». L'agit de M. Omar Omer Omer, sous le pseudonyme de Prouzet et de M. Mustafa Turkun. Le premier éditeur, aux éditions de la publication, avait été nommé à la tête de la revue *Le Monde* en 1975. L'état étudiant en géopolitique à l'université de la capitale, il a été nommé professeur de géopolitique et de la brésilienne, ouvrier à l'usine de la capitale à une brève période. Il est né en 1950 aux environs de Prouzet, dans une famille de trois enfants, dont deux fils, trois millions sont des anticommunistes, mais non des

DIPLOMATIE

■ **RECEPTEMENT.** Nous avons annoncé, dans le *Monde* du 11 janvier 1978, la visite en France de la délégation officielle française, présidée par M. Eugenio Gaisa, du 26 au 28 février. Cette visite aura

Syndicat des entreprises de
vente par correspondance

vente par correspondance

100-62387

IQUE

unique du conseil des ministres

DES NATURA.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Le Pen, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser s'installer une situation de fait accompli. Il a souligné que la loi relative à la décentralisation, votée en 1972, devait être appliquée dans son esprit. M. Le Pen a également évoqué la nécessité de renforcer les moyens de l'État pour assurer la cohésion du territoire.

AU GUATEMALA

Le président guatémaltèque, General Romeo Lucas, a annoncé que son gouvernement avait décidé de poursuivre sa politique de réconciliation nationale. Il a déclaré que le régime militaire ne cherchait pas à réprimer les libertés civiles, mais à instaurer l'ordre et la stabilité dans le pays. M. Lucas a également souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement du Guatemala.

LES DES MATIÈRES

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Edgar Faure, a déclaré que le gouvernement était déterminé à améliorer la qualité de l'enseignement. Il a souligné que la réforme de l'école devait être menée de manière progressive et concertée. M. Faure a également évoqué la nécessité de renforcer les liens entre l'école et la société.

ILATIONS FRAN-

Le ministre des Relations extérieures, M. Jean-François Picot, a déclaré que la France poursuivait sa politique de dialogue avec l'Union soviétique. Il a souligné que la coopération entre les deux pays était essentielle pour la paix et la stabilité en Europe. M. Picot a également évoqué les relations avec les pays du tiers monde.

APRÈS LE XXII^e CONGRÈS DU P. C. F.

M. Mitterrand : une évolution conduite avec un « zèle de néophyte »

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui était, mercredi 11 février, l'hôte du magazine « C'est à dire », sur Antenne 2, a répondu aux critiques que M. Pourcade, ministre des Finances, a adressées aux propositions socialistes (Le Monde du 10 février). « Si on le juge aux actes, M. Pourcade est-il sérieux, est-il autorisé à trancher », a demandé M. Mitterrand. Il est lui-même un bon spécialiste du débat. « Il a proposé au ministre un débat télévisé sur la situation économique. »

« Ce qui concerne l'évolution du P.C.F., le premier secrétaire a noté que la centralité nouvelle des communistes sert la gauche tout entière. Il a, une nouvelle fois, reproché aux dirigeants communistes de vouloir monopoliser la classe ouvrière et a relevé que sur le plan électoral, socialistes et communistes bénéficient d'un tel vote ouvrier. Et ce qui concerne l'origine sociale des dirigeants, M. Mitterrand a expliqué que lui-même, M. Pourcade, n'est pas un communiste, mais un socialiste. »

La Commission spéciale sur les libertés tiendra sa prochaine réunion le 25 février

Béatrice, mercredi après-midi 11 février à l'Assemblée nationale, la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux libertés individuelles et collectives, a tenu sa première séance. Elle a été présidée par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. La commission a examiné les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives. Elle a également discuté de la proposition de loi relative à la décentralisation.

UNE PROMOTION ANDRÉ-MALRAUX À L'ENA

Pour la première fois depuis la fondation de l'École nationale d'administration, une promotion porte le nom d'un contemporain vivant : M. André Malraux. Au cours de leur séminaire de Pont-Rouge, les élèves auront passé par la plupart des concours d'entrée à la fin de l'année 1976 et qui ont commencé en janvier 1978 leur scolarité rue de Saint-Pétersbourg. Après plusieurs jours de cours, le nom de M. André Malraux a été définitivement attribué à cette promotion.

LE GROUPE U.D.R. SOUHAITE UN DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, réuni mercredi 11 février sous la présidence de M. Claude Labbé, a décidé de tenir deux journées d'auditions parlementaires les 31 mars et 1^{er} avril, un jour qui n'a pas encore été fixé, et du 21 au 23 septembre à Roumadour.

Le bureau a créé un groupe d'étude de la fiscalité sous la présidence de M. Bernard Maréchal, député des Pyrénées-Atlantiques. M. Claude Labbé lui a notamment demandé d'examiner la façon dont l'État recueille les contributions fiscales qui, selon certains députés, constituent une véritable iniquité. Le bureau a souligné que le gouvernement prenne l'initiative d'un débat parlementaire sur la sécurité sociale lors de la prochaine session qui ouvre le 2 avril.

seul est le parti de la classe ouvrière. M. Mitterrand a noté que ni Lénine, ni Trotsky, ni Jaurès n'étaient d'origine ouvrière. Évoquant l'abandon par le P.C.F. de la notion de dictature du prolétariat, le premier secrétaire a estimé que « les communistes ont eu de l'insérer dans la politique française, dont ils se sentaient dégoûtés par des principes dérivés à la fois d'un socialisme étranger et d'un socialisme français. » Selon M. Mitterrand, les militants communistes n'accepteront plus de revenir en arrière par rapport à l'évolution actuelle, même si celle-ci est considérée actuellement « avec un zèle de néophyte » et en fonction de « certains intérêts particuliers ». A ce propos, le député de la Nièvre a reproché au P.C.F. de ne pas avoir suivi le programme commun de la gauche lors de son vingt-deuxième congrès, et de s'être surtout préoccupé d'aller « à la pêche » auprès de multiples catégories socio-professionnelles.

M. Jean Lecrux, président du Centre démocratique, a souligné, mercredi 11 février, dans l'émission « Si le parti communiste démissionne », que le parti communiste n'est pas un parti de gauche, mais un parti de droite. Il a souligné que le parti communiste n'est pas un parti de gauche, mais un parti de droite. Il a souligné que le parti communiste n'est pas un parti de gauche, mais un parti de droite.

ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX À PARIS

Cinq associations d'élus locaux, proches de la majorité, ont organisé, mercredi 11 février à l'hôtel de ville de Paris, les « états généraux des élus locaux ». Il s'agit du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.).

De son côté, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives. Il a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives.

LE GROUPE U.D.R. SOUHAITE UN DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, réuni mercredi 11 février sous la présidence de M. Claude Labbé, a décidé de tenir deux journées d'auditions parlementaires les 31 mars et 1^{er} avril, un jour qui n'a pas encore été fixé, et du 21 au 23 septembre à Roumadour.

Le bureau a créé un groupe d'étude de la fiscalité sous la présidence de M. Bernard Maréchal, député des Pyrénées-Atlantiques. M. Claude Labbé lui a notamment demandé d'examiner la façon dont l'État recueille les contributions fiscales qui, selon certains députés, constituent une véritable iniquité. Le bureau a souligné que le gouvernement prenne l'initiative d'un débat parlementaire sur la sécurité sociale lors de la prochaine session qui ouvre le 2 avril.

M. Jacques Chaban-Delmas a souligné son opposition à tout retour au scrutin proportionnel et à tout découpage des villes en secteurs. M. René Torrens, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, a indiqué qu'aucun texte n'est actuellement en cours de discussion au gouvernement en ce qui concerne une éventuelle modification de la loi électorale municipale.

POLITIQUE

Dans le Nord

APRÈS RIVALITÉS ENTRE RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS ET CENTRISTES

(De notre correspondant.) Lille. — Une élection municipale partielle aura lieu à Villeneuve-d'Ascq (Nord) le 22 février. Deux candidats sont en lice : M. Jean Desmaret, sénateur C.N.I., et son premier adjoint, M. Pierre Lefebvre, conseiller municipal. M. Desmaret, ancien député U.D.R., a été élu maire de la ville. M. Lefebvre, ancien conseiller municipal U.D.R., a été élu premier adjoint.

En 1971, la liste conduite par M. Jean Desmaret l'avait emporté au second tour sur une liste d'union formée des communistes, socialistes et divers gauchistes. Cette fois, M. Desmaret a été élu maire de la ville. M. Lefebvre, ancien conseiller municipal U.D.R., a été élu premier adjoint.

M. Henri Boncompagni, conseiller sortant indépendant (C.N.I.) et candidat dans le canton de Villeneuve-d'Ascq (Nord) (Villeneuve-d'Ascq), invite les candidats à cette élection municipale à s'engager dans la politique de la gauche. Il a souligné que la gauche doit être représentée au conseil municipal.

De son côté, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives. Il a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives.

ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX À PARIS

Cinq associations d'élus locaux, proches de la majorité, ont organisé, mercredi 11 février à l'hôtel de ville de Paris, les « états généraux des élus locaux ». Il s'agit du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.), du Centre d'information des élus locaux (C.I.E.L.).

De son côté, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives. Il a souligné que la commission spéciale sur les libertés individuelles et collectives, créée en 1972, a pour mission d'examiner les propositions de loi relatives aux libertés individuelles et collectives.

M. Jacques Chaban-Delmas a souligné son opposition à tout retour au scrutin proportionnel et à tout découpage des villes en secteurs. M. René Torrens, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, a indiqué qu'aucun texte n'est actuellement en cours de discussion au gouvernement en ce qui concerne une éventuelle modification de la loi électorale municipale.

FEVRIER 1976

UNIQUE DANS L'ANNEE

LES SOLDÉS FOURRURES DU NORD

MANTEAUX	SOLDÉ
Vison pastel	11250F 8750F
Vison "	9750F 6850F
Vison "	8250F 6350F
Vison saphir	9750F 6750F
Vison "	8250F 5750F
Vison pearl et tourmaline	11750F 8450F
Vison ranch	11250F 8750F
Vison "	10450F 6850F
Vison "	7850F 5650F
Queue de Vison	4650F 3750F
Vison morceaux ranch, saphir, dark	3650F 2450F
Astrakan Swakara	7250F 4650F
Astrakan plumes peaux	4350F 2850F
Astrakan morceaux	2350F 1650F
Patte Astrakan	1850F 1350F
Renard bleu	5850F 4750F
Ragondin	5250F 3750F
Patte de Guanaco	4250F 3150F
Weasel	3850F 2750F
Murmel lustré	3450F 2650F
Opossum	2850F 2150F
Marmotte morceaux	2750F 1850F
Lapin Chinchilla	1550F 1150F
Mouton doré	1350F 950F
Ragondin morceaux	1250F 850F
Lapin fantaisie	980F 720F

QUE DES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES en VISON Black Diamond, Blackglama Saga, Emba - ZIBELINE - CRINCHILLA - CASTOR, etc, etc

Nos SOLDES bénéficient de notre GARANTIE TOTALE SERVICE APRÈS-VENTE REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS. LES PLUS LARGES FACILITÉS DE PAIEMENT

Pour participer à l'opération de sauvegarde des fourrures achetées en vue de disposition, suivez l'heureux parcours, soyez, dignes, diligents, diligents, diligents, ne soyez pas en retard.

2 ADRESSES LA FAYETTE PASSY

115 à 119, rue La Fayette PARIS 10^e près Gare du Nord 100, Av. Paul-Doumer (angle rue de la Pompe) PARIS 16^e métro Muette

Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h sans interruption, sauf Dimanche

Liberte du consommateur

HAMMOND

La Fayette électronique avec 1800 F au comptant

SPORTS

LES XII^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

SITUATION LE 2-2-58 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 13-02-58 DÉBUT DE MATINÉE

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ averse ☉ orages ➡ Sens de la marche des fronts
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

[illegible]

Sont publiés au Journal officiel
du 12 février 1976 :

DES DECRETS

- Modifiant l'article R° 164 du code des tribunaux administratifs sur l'abstention et la recusation des membres de ces tribunaux ;
- Portant publication des statuts de l'Organisation mondiale du tourisme avec une annexe ;

UN ARRETE

- Fixant les modalités du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement technique.

PROBLEME N° 1380

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Justifie l'attaque de ceux dont on entend prendre la défense.
Quelle corruption. II. Peu délicate. III. Quelques années; Ont bien tourné. — IV. Ne reçoit pas les personnes riches; Subit un léger choc lors des effusions sentimentales. — V. Fandres perçues. — VI. S'agit d'un voyage à se dépêcher. Terme de jeu. — VII. Consomme beaucoup de tabac; Obtenu par roulement. — IX. Souventes fois répétés; Peut s'analyser comme 4 personnes. — X. S'agit de ruine; vents; Commune mesure. — XI. Brusques actes de fievre.

VERTICALEMENT

1. Diminue la valeur d'une récolte; Te fatigues au travail.
— 2. Est personnel; Dont la charpente n'apparaît pas. — 3. Un principe avec lequel il faut compter; Saint. — 4. Fin de participe; Se modifient avec le temps. — 5. Remplacement souvent une défaillance d'ordre musculaire; Résultat d'une contraction. Abréviation. — 6. Point capital. A de multiples réseaux; Il ne faut pas hésiter à le saisir. — 7.

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
 Gérants :
 Jacques Fournet, directeur de la publication
 Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde •
 5, rue des Halles
 PARIS-IX^e



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes, le deuxième chiffre indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD

Alpe-d'Huez : 70-130; Autrans :
30-90; Bellecombe - Grand-Voland :
35-70; Bourg-Saint-Maurice - Les
Arcs : 55-105; Chamonix : 10-80;
Chamrousse : 50-110; Chappelle
d'Abondance : 40-85; Châtel : 40-100;
La Clusaz : 85-130; Combloux :
60-100; Les Contamines - Montjoie :
40-120; Le Corbier : 50-110; Cour-
chevel : 40-120; Les Deux-Alpes :
60-200; Flaine : 60-180; Pluinet-
Pras-ar-Arly : 35-70; Les Gets :
40; Grand-Bornand : 30-110; Les

Réjouir plus d'un; Préface.
 4 Pour être traité il exige une
 certaine culture; Lettres de
 créance. — 5. Domaine obscur;
 Cécilia d'épreuves ou moins
 pénibles.

Solution du problème n° 1378

Horizontalement

L. Tocsin; Ml. — II. Erver;
 — III. S. — IV. S. — V. S.
 Staze — V. Geta; Isla. — VI.
 Nelson. — VII. Sel; Vozu. —
 VIII. Mios; Sa. — IX. Russie
 — X. Siff; Slep. — XI. Escalle.

Verticalement

1. Tissons; RST. — 2. Orage;
 Emot. — 3. Cru; Liste. — 4. Set;
 An; Néce. — 5. Ires; Ervo! —

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75201 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4397 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

50 F 150 F 225 F 300 F
 TOUTS PAYS STRANJERS
 PAR VOIE NORMALE
 144 F 225 F 300 F 375 F

STRANJER
 par messenger
 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 115 F 225 F 300 F 375 F

2 - EN TUNISIE
 50 F 225 F 300 F 375 F

Par voie aerienn
 tarif sur demande

Les abonnements qui paient par
 cheque postal (trois virements)
 sont automatiquement renouvelés
 si leur demande

Changements d'adresse: les abon-
 nés qui changent d'adresse (dans
 les semaines ci-utras), ne doivent
 rien faire, il leur sera leur
 demande une semaine en moins

Joindre la dernière bande
 d'envoi à toute correspondance

Veuillez adresser toute Publication de
 votre revue à l'adresse indiquée
 en caractères d'imprimerie.

NATION	FINALES		SOMMES P. A PAYER	TERME NATION	FINALES		SOMMES P. A PAYER	
	NUMEROS	GROUPES			NUMEROS	GROUPES		
1	0 971	groupe 2	5 000	6	15	tous groupes	100	
	2 021	autres groupes	500		5 656	groupe 2	5 000	
	3 511	autres groupes	5 000		5 036	autres groupes	500	
	6 021	groupe 2	3 000		5 708	groupe 4	5 000	
	7 111	autres groupes	500		32 696	autres groupes	500	
	92 691	autres groupes	500			groupe 2	5 000	
		autres groupes	500			tous groupes	500	
		autres groupes	5 000					
		autres groupes	5 000					
	2	052	tous groupes		200	7	697	tous groupes
362		tous groupes	200	1 127	groupe 1		5 000	
2 692		groupe 5	5 000	5 037	autres groupes		500	
4 372		autres groupes	500	7 657	groupe 2		5 000	
5 372		groupe 1	5 000	32 697	autres groupes		500	
92 682		autres groupes	500		1 997		autres groupes	500
91 852		tous groupes	5 000		groupe 2		8 200	
		groupe 2	103 023		groupe 2		10 000	
		autres groupes	13 023		autres groupes		1 000	
3		473	tous groupes	200	8		63	tous groupes
	563	tous groupes	200	93		tous groupes	200	
	823	tous groupes	500	1 336		groupe 2	5 000	
	2 783	groupe 3	5 000	2 823		autres groupes	500	
	5 933	autres groupes	500	32 699		groupe 1	5 000	
	8 203	autres groupes	5 000			groupe 2	5 000	
	8 793	autres groupes	500			groupe 1	5 000	
	92 683	autres groupes	500			groupe 2	5 000	
	4 833	tous groupes	5 000			groupe 2	5 000	
	4	41 673	autres groupes	10 000		9	9	tous groupes
		groupe 1	1 000	92 669	autres groupes		5 050	
		autres groupes	1 000	25 339	groupe 4		100 050	
		autres groupes	10 000	autres groupes	10 050			
		autres groupes	10 000	0	70		tous groupes	100
		autres groupes	1 000		80		tous groupes	100
		autres groupes	1 000		2 010		tous groupes	500
		autres groupes	1 450		groupe 4		5 000	
		autres groupes	500		autres groupes		500	
		groupe 1	5 000		groupe 1		5 000	
	autres groupes	44 620	autres groupes		4 000 000			
	autres groupes	92 690	groupe 2		10 000			
	autres groupes		groupe 2		1 500 100			
	autres groupes		autres groupes		15 100			
5	8 075	groupe 3	5 000	76	7	7	7	
	92 696	autres groupes	5 000					
	93 515	tous groupes	5 000					
		autres groupes	100 000					
		autres groupes	10 000					
		autres groupes	5 050					
		autres groupes	5 050					
		autres groupes	5 050					
		autres groupes	5 050					
		autres groupes	5 050					

TRANCHE DES SPORTS D'HIVER

TIRAGE DU 11 FEVRIER 1976

PROCHAIN TIRAGE

LE 16 FEVRIER 1976

à PARIS (75001) 20 Caut. Bénédy

76
7

LISTE ETABLI PAR LE SECRETARIAT GENERAL
DE LA LOTERIE NATIONALES

A black and white photograph of a rectangular, heavily textured object, possibly a book cover or a piece of fabric, showing a complex, dark, and irregular pattern. The object is tilted and appears to be resting on a light surface.

Cette carte indique l'endroit précis où le monde du commerce se réunit chaque année en septembre: le 41^{ème} Forum International de Thessaloniki, en Grèce.

Plus de 750.000 visiteurs sont venus du monde entier pour voir et acheter. On en attend encore davantage cette année.

Le 41^{ème} Forum International de Thessaloniki est en voie de devenir rapidement bien plus qu'une simple ordinaire commerciale. Le monde du commerce se développe et Thessaloniki se

trouve au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: carrefour de l'offre et de la demande.

Grâce à cette occasion d'entrer en contact avec ce marché riche, intéressant et en pleine expansion. Soyez présents là où le monde se réunit, du 5 au 19 Septembre cette année, à Thessaloniki.


Grâce

Début de participation:

4 Mai 1976

*Ne venez pas en envoyer
uniquement à l'adresse*

Official Carrier



**THESSALONIKI
INTERNATIONAL
TRADE FAIR**

5-19 SEPTEMBER, 1978

**OLYMPIC
AIRWAYS**

Je suis intéressé à
obtenir le prospectus de l'exposition.
Nom : _____
Prénoms : _____
Fonction : _____
Ville : _____ Pays : _____
Code postal : _____
Adresse où couvrir par la poste à:
Thessaloniki International Trade Fair,
Thessaloniki 550 00, Grèce ou au bureau
local d'OLYMPIC AIRWAYS.

[illegible][illegible]

La ligne La ligne T.C.

OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	9,16
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.

L'IMMOBILIER	26,00	30,55
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE (PARIS)

SPECIALISEE DANS LE CREDIT IMMOBILIER

recherche

CADRE COMPTABLE DE BANQUE NIVEAU CLASSE V

POUR S'EN LANCER DIRECT

La candidate devra justifier notamment :
— d'une bonne expérience dans un établissement de crédit immobilier ;
— d'anciennes connaissances dans la préparation des situations C.C.R. et du bilan, dans la gestion comptable des crédits aux acquéreurs ;
— d'être en outre posséder des aptitudes certaines au commandement.

Adressez curriculum vitae et photo à ARCHAT, 24, bd Beaumarchais, 75001 Paris (13e), qui transmettra.

emploi régionaux

TECHNICO-COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Dans notre usine de CHATEAUBOUX nous produisons des tuyaux de diamètre de 10 à 1200 mm en PVC et des tuyaux en plastique pour applications. Notre mission est de recruter des techniciens expérimentés et des commerciaux pour promouvoir nos produits et matériels auprès des clients. Nous recrutons des techniciens expérimentés et des commerciaux pour promouvoir nos produits et matériels auprès des clients. Nous recrutons des techniciens expérimentés et des commerciaux pour promouvoir nos produits et matériels auprès des clients.

O.R. PLASTIQUE
OLTMANN et RIPPEN S.A.
rue La Fayette, 21 La Martinière,
21 CHATEAUBOUX DROIT.
Tél. : (03) 34-50-21.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE REGION OUEST recherche

UN INGENIEUR DE PRODUCTION

Nous proposons un poste d'ingénieur à un candidat de formation A.M. ou équivalent, titulaire d'un diplôme de 3^e année d'expérience industrielle (mécanique et mécanique générale et industrielle, gestion et organisation, méthodes, ORGANISATION de la production). Notre préférence ira à un homme d'étude, de personnalité affirmée, rompu aux techniques de GESTION, possédant des aptitudes, capable de revenir, et ayant le sens des contacts humains.

Adressez C.V., détaillé, photo et prétentions sous référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de Services (100 personnes) INSTALLATION et ENTRETIEN EQUIPEMENTS TECHNIQUES

recherche son

ATTACHE DE DIRECTION

Il sera responsable de la section financière et administrative et participera aux relations et négociations avec la clientèle. Une formation supérieure et une expérience de quelques années seront appréciées. De bonnes connaissances en informatique et comptabilité sont souhaitées. Soirée lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRUPPE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION

recherche son

IMPORTANT CARRIERE DE CONSEILS JURIDIQUES

recherche son

offres d'emploi

L'intérêt d'un poste juridique tient à l'importance de la Société dans laquelle s'exerce cette fonction et à la diversité des problèmes qui sont traités. C'est dans un tel cadre que COLGATE PALMOLIVE propose le poste d'

ATTACHE DE DIRECTION JURIDIQUE

Le poste : Sous la responsabilité directe DU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES JURIDIQUES ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES, il aura la mission de conseiller la Direction et l'ensemble des Services des Sociétés du Groupe Français. Il assurera l'assistance de cabinets spécialisés et sera en liaison avec des responsables juridiques internationaux du Groupe.

Le candidat : Une réussite complète dans ce poste requiert un Docteur en Droit ou diplômé d'Etudes Supérieures, de 20 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience du DROIT DES AFFAIRES, acquise de préférence dans une entreprise industrielle internationale. UNE TRÈS BONNE CONNAISSANCE DE LA LANGUE ANGLAISE est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez prendre contact par lettre adressée au Service Recrutement - COLGATE PALMOLIVE - 92401 COURBEVOIE.

ELF AQUITAINE recherche

POUR SES ACTIVITES CONTRATS TECHNIQUES INGENIEUR

Chargé principalement de la négociation et de l'établissement en langue anglaise de contrats de services et travaux liés à la branche exploration - production y compris secteur offshore.
— Diplômé d'une école d'ingénieurs.
— Parfaitement bilingue.
— Présentant des références industrielles en ligne avec les caractéristiques du poste et disposant de bases pratiques ou bonnes notions juridiques et commerciales.
— 7 à 10 ans d'expérience.
— Disponible pour d'éventuelles expatriations dans le cadre du développement de la société.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 40116 M à :
122 rue La Boétie 75008 Paris.

DIRECTION GESTION DES CONTRATS D'UNE SOCIETE D'ENGINEERING OFFSHORE

recherche

technicien planning

Expérience P.E.R.T. Connaissance des techniques de construction. BILINGUE FRANCAIS-ANGLAIS pour l'établissement et suivi de planning de contrats. Déplacements courts durée France et de l'étranger. Lieu de travail : 92100 Boulogne. Divers avantages sociaux. Restaurant d'Entreprise. Navette autocar.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 40116 M à :
122 rue La Boétie 75008 Paris.

BANQUE PRIVEE recherche

CONTRÔLEUR de GESTION

directement rattaché à la direction financière

Il sera chargé de l'élaboration des tableaux de bord de la Direction, à partir d'informations recherchées, analysées et interprétées. Il devra présenter :

- une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) assortie d'une formation comptable étendue,
- 2 ou 3 ans d'expérience dans la fonction au sein d'une banque.

Il devra faire preuve d'une grande aisance dans les contacts humains et de qualités confirmées d'analyse et de synthèse.

Adressez lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 13.624 à An.p.m. 108, av. Charles de Gaulle, 92122 NEUILLY S. SEINE

RECHERCHONS POUR SITUATION A PARIS

SUP. DE CO

ayant expérience TECHNICO-COMMERCIALE

Anglais écrit et parlé courant. Allemand écrit et parlé souhaitable.

Bonne référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Recherchons pour situation à l'étranger

INGENIEUR ARTS ET METIERS ou similaire

ayant expérience de technico-commercial. Anglais parlé et écrit courant. Allemand parlé et écrit souhaitable.

Bonne référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMMEDIATE OPENINGS EXIST FOR EXPERIENCED OFFSHORE PIPELINE DESIGN ENGINEERS

For Employment in The Netherlands

These positions require a degree in engineering and a minimum of 3 years design experience in at least one of the following areas:

- * submarine pipelines
- * land pipelines
- * offshore platforms, jetties and other marine structures

ADDITIONALLY WE REQUIRE ONE ENGINEER with experience oriented toward welding procedures, material engineering and non-destructive testing.

RJBA is a fast-growing international organization performing Engineering and Construction Management Services for the Oil and Gas industry. We offer our employees challenging projects and excellent opportunities for the future.

Peoples should include a detailed experience resume with salary history. All information will be treated with the strictest confidence and should be directed to:

THE PERSONNEL MANAGER

R.J. BROWN AND ASSOCIATES

Sir Winston Churchillaan 368 Rijswijk (ZH) The Netherlands

offres d'emploi

Parfums Yves Saint-Laurent

recherche

CHEF de PRODUITS

anglais courant. Expérience 4 ans dans produits de luxe, beauté ou mode en développement de produits.

Envoyer C.V. et photo et prétentions à : LOIC OULTEIL, 107, rue du Président Wilson, 92300 LEVALLOIS.

IMPT SOCIETE DE TRANSPORTS TERRESTRES DE HAUTE TECHNIQUE

recherche

INGENIEUR CHEF DE CENTRE

Il sera le P.U.T. RESPONSABLE D'UN CENTRE DE REPARATION D'AVIONS :

- travaux commerciaux ;
- responsabilité techniques (mécanique, hydraulique, électrique) et administratives ;
- suivi de la maintenance et de son personnel ;
- gestion économique et de son personnel.

Il est ingénieur (AM, IN et ENST), est âgé de 30 ans minimum. Le poste est en tant que chef de centre, déplacements fréquents.

RECRUTEMENT 13.624 à An.p.m. 108, av. Charles de Gaulle, 92122 NEUILLY S. SEINE

IMPORTANTE SOCIETE BANQUE PRODUITS AGRICOLES PARIS

recherche

CHEF DES VENTES

Ce poste est un poste à responsabilité dans le produit et le matériel. Il devra assurer et contrôler l'activité d'une équipe de vendeurs dans le cadre d'une politique commerciale définie, avec lui et les chefs de produits, par le directeur du département.

Envoyer C.V. manuscrite, photo, prétentions sous référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE PARIS

recherche

DIPLOMES DE GRANDE ECOLE

avec formation complémentaire (Licence Sciences ECO, par exemple)

POTER LE POSTE

d'ANALYSTE FINANCIER

ou sein de son Bureau d'Etudes spécialisé dans l'approche des valeurs mobilières.

- avoir et posséder une première expérience professionnelle (financière ou industrielle) ;
- anglais courant.

LE POSTE IMPLIQUE DES DEPLACEMENTS FREQUENTS AVEC LES SOCIETES.

Adressez C.V. détaillé et photo sous référence 6294 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Exportation produits chimiques, responsable Direction commerciale

recherche

ASSISTANT

pour animation filiales et développement. Minimum 5 ans d'expérience, dans vente produits chimiques avec expérience technique à la clientèle. Grande disponibilité nécessaire pour fréquents déplacements hors EUROPE.

Envoyer C.V. sous référence 7927 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

la ligne la ligne T.C.

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

la ligne la ligne T.C.		
------------------------	--	--

CARNET

Marriages

M. et Mme Michel Baudouin, ont été mariés le 12 janvier 1976, à la mairie de Paris.

M. et Mme Michel Baudouin, ont été mariés le 12 janvier 1976, à la mairie de Paris.

M. et Mme Michel Baudouin, ont été mariés le 12 janvier 1976, à la mairie de Paris.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

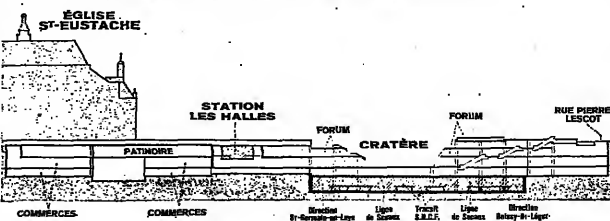
On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert GRESQUIERE, né le 10 février 1904, décédé le 10 février 1976, à la clinique de la Croix-Rouge.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

La station du R.E.R. «Châtelet-Les Halles» ouverte fin 1977



STATION CHÂTELET-LES HALLES R.E.R.

A PROPOS DE...

LES DÉPARTS EN VACANCES

Compartiments jeunes

Pour les vacances d'été du mardi gras, la S.N.C.F. mettra en ligne, du vendredi 13 au dimanche 15 février, au départ des gares parisiennes, cinq trains, dont deux sont équipés spécialement. Un bel effet, mais les « enfants non accompagnés » restent des enfants de rail.

Il y aura toujours des enfants qui voyageront seuls parce que les parents n'ont pas toujours le temps de leur tenir la main. Alors à quel effet, mais les « enfants non accompagnés » restent des enfants de rail.

La plus simple — tout le monde y pense — est de laisser l'enfant avec la S.N.C.F. Mais, pour le moment, celui-ci ne peut pas en entendre parler : pas de service de surveillance pour les enfants non accompagnés. La présence d'une hôtesse à bord de chaque train est une mesure de sécurité, mais elle ne suffit pas à assurer la sécurité des enfants. Les parents doivent être très vigilants.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

La Compagnie des chemins de fer de France a décidé de mettre en place un service de surveillance pour les enfants non accompagnés.

Bretagne

Le remplacement prochain de M. Plevin à la tête du conseil régional ouvre une vive bataille politique

De notre correspondant

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Rennes. — Les assemblées régionales de Bretagne se trouvent déjà à un moment important de leur histoire. Elles ont élu M. René Plevin, président du Conseil régional, à la tête du conseil régional. Mais il ne s'agit pas d'un simple remplacement, c'est une véritable bataille politique.

Air France à Roissy: chaque semaine 83 vols vers l'Allemagne.

Roissy: l'Allemagne à votre porte.

Chaque semaine, au départ de Roissy-Charles de Gaulle, Air France assure 83 vols vers l'Allemagne : 25 vols vers Francfort, 13 vers Berlin via Cologne, 13 vers Düsseldorf, 13 vers Hambourg, 13 vers Munich et 6 vers Stuttgart.

Province: des liaisons régionales vers Francfort.

Que vous habitez Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille ou Toulouse, Air France est la seule compagnie à vous assurer plusieurs fois par semaine, des liaisons régulières vers Francfort. Ces vols permettent d'effectuer correspondances vers les principales villes d'Allemagne.

Air France: l'élite sur tous les vols.

Vous vous déplacez fréquemment en avion. Vous voulez être détendu à l'arrivée pour traiter vos affaires, alors voyagez en 1^{re} classe Air France.

Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France. Ils vous en diront davantage.

II AIR FRANCE

Le réseau le plus dense vers l'Allemagne.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE

Care d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Vendredi

S. 1. - Importante collection d'armes anciennes - RM. Charles et Alain.

S. 2. - Bel ensemble d'instruments de musique - XVII^e au XIX^e siècle.

M. Patelet, M. Ad. Patelet, T. Patelet.

S. 3. - Timbre - M. H. Boudier.

S. 4. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 5. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 6. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 7. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 8. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 9. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 10. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 11. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 12. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 13. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 14. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 15. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 16. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 17. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 18. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 19. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 20. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 21. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 22. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 23. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 24. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 25. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 26. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 27. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 28. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 29. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 30. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 31. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 32. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 33. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 34. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 35. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 36. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 37. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 38. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 39. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 40. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 41. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 42. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 43. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 44. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 45. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 46. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 47. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 48. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 49. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 50. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 51. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 52. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 53. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 54. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 55. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 56. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 57. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 58. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 59. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 60. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 61. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 62. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 63. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 64. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 65. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 66. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 67. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 68. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 69. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 70. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 71. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 72. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 73. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 74. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 75. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 76. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 77. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 78. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 79. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 80. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 81. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 82. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 83. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 84. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 85. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 86. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 87. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 88. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 89. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 90. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 91. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 92. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

S. 93. - Miniature, Rembrandt, 17^e siècle.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES QUESTIONS AGRICOLES

La France n'a pas encore décidé de participer au Fonds de développement
De notre correspondant

Rome. — Le Fonds international de développement agricole est en bonne voie. Cet organisme, dont la création avait été décidée en novembre 1974 à Rome, par la conférence mondiale de l'alimentation, verra officiellement le jour en mai prochain.

Les représentants des soixante-quatre pays qui viennent de se réunir deux semaines dans la capitale italienne, se sont en effet entendus sur un projet de statut qui a été transmis au secrétaire général des Nations unies. En outre, les pays donateurs se sont déclarés prêts à fournir au fonds un montant initial de 1 milliard en trois tranches, soit 333 millions de dollars, soit près de 1,35 milliard de francs.

Les pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP ont présenté un plan de financement qui permettra à leur organisation de participer en tant que telle à la mise en route du fonds. De leur côté, les pays développés, qui constituent la deuxième catégorie de donateurs, ont confirmé leur

LES JEUNES AGRICULTEURS DEMANDENT UNE « EUROPE PLUS FRATERNELLE ET MOINS MARCHANDE »

Monsieur le commissaire, notre mépris pour tous ceux qui désignent et critiquent, dans un esprit constructif, notre travail n'a jamais été aussi avoué, écrit M. Louis Lauga, président du C.N.I.A., dans une lettre ouverte à M. Lardinois. Il est inutile de vous dépenser en paroles pour demander de cultiver notre esprit.

Invitant le commissaire européen à se tenir et promettre dans nos campagnes, M. Lauga affirme : « Vous vous adressez alors que les responsables professionnels ont refusé de laisser pourrir du fond du cœur des paysans l'espoir d'un monde plus juste et plus fraternel, et moins marchand. Or, alors, il nous faut partir, monsieur le commissaire, pour, monsieur le commissaire, »

POUR « SAUVEGARDER L'AGRICULTURE FRANÇAISE »

Les parlementaires communistes déposent une proposition de loi-cadre

Les parlementaires communistes viennent de déposer, sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat, une proposition de loi-cadre « visant à sauvegarder et à développer l'agriculture française ».

Estimant que « les fruits de la croissance de la productivité du travail des agriculteurs ont été accaparés par les grandes sociétés industrielles et bancaires qui dominent les activités situées en amont et en aval de l'agriculture » et que la politique suivie dans le cadre du Marché commun ne peut qu'aggraver « la crise agricole », les parlementaires communistes proposent « une politique agricole nouvelle, nationale ».

« GARANTIR UN REVENU DÉCENT ET EN PROGRESSION AUX

agriculteurs, notamment par l'assurance de prix minima correspondants aux coûts de production. La proposition de loi précise que les prix maxima sont assurés par des organismes publics (l'Etat) qui ont la responsabilité de l'orientation des productions. Des mesures de protection contre les importations peuvent être prises.

Le texte indique que « la garantie de prix minimum s'applique au volume de production que peut obtenir un exploitant familial. Les quantités produites en excédent, notamment par les plus grandes exploitations, pourront supporter une charge de réabsorption en fonction du volume des excédents et du coût de leur élimination ». Enfin, de « nouvelles relations » seront instaurées entre les producteurs et les industries d'aval, et d'aval le cadre de la nationalisation démocratique des grands groupes industriels et bancaires prévus par le programme commun.

« AMÉLIORER LES CONDITIONS DE PRODUCTION des exploitations familiales en facilitant le problème foncier, en aidant à la modernisation et au développement de la coopération. La proposition indique que « la terre » est soustraite à la spéculation » grâce à un renforcement des pouvoirs des SAFAs (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). La répartition des crédits « est renforcée tant en ce qui concerne les exploitations de superficie que les exploitations familiales ». Il s'agit d'empêcher la concentration des terres et de favoriser le développement des petites et moyennes exploitations. Un système de remplacement sera mis en place afin de permettre aux exploitants agricoles de prendre des congés de formation ou des vacances.

« CRÉER UN CADRE DE VIE NOUVEAU pour les paysans et les agriculteurs en favorisant le développement des activités économiques et sociales, la protection des lieux de vie, les équipements collectifs et individuels ainsi que la coopération de formation et professionnelle de chacun.

Une surtaxe

Le financement des diverses mesures prévues par le texte s'effectuera dans le cadre budgétaire avec notamment la perception d'une surtaxe appliquée aux bénéfices réalisés par les sociétés industrielles, commerciales, agricoles et artisanales, fournisseurs de l'agriculture et transformateurs de produits agricoles employant plus de cent salariés.

Cette proposition de loi-cadre constitue la reprise de seize propositions déjà déposées par le groupe communiste. A noter que M. Georges Marchais en est le premier signataire. Au plus fort, les communistes s'opposent à la « politique structurelle » qui a été mise en œuvre ces dernières années au nom de la situation paysanne et concentration de la production. M. P. propose un modèle ordonné autour de quatre axes : la terre, les équipements, les services, les infrastructures, dont une détermination précise n'est cependant pas donnée. Au plus politique, il parle de « coexistence » entre exploitants qui leurs difficultés sont liées à la concurrence internationale afin qu'ils participent « au développement du peuple de France ».

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

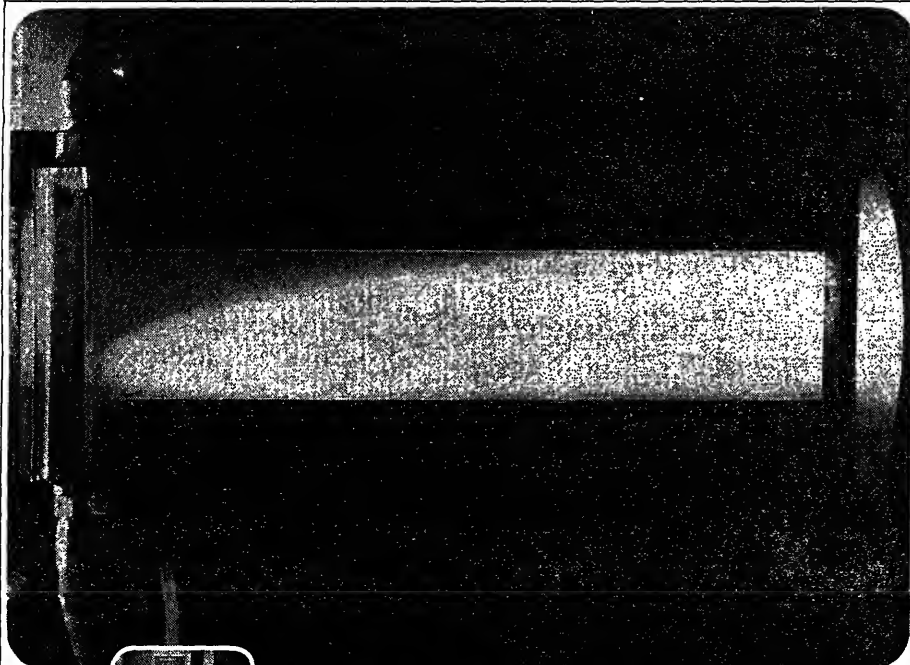
Mme FRANÇOISE GIROUD INTERVIENT EN FAVEUR DES BIBLIOTHÉCAIRES DE GARE

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, vient d'adresser une lettre de soutien à M. Marc Cavell, secrétaire d'Etat aux transports, pour attirer son attention sur la situation des bibliothécaires de gare. Ces emplois sont, en effet, menacés par la suppression des bibliothèques de gare, et les bibliothécaires de gare relèvent de l'inspection du secrétaire d'Etat aux transports.

L'intervention de Mme Giroud est consécutive aux incidents qui ont eu lieu le 30 janvier à la gare du Nord (le Monde du 31 janvier) et aux protestations des syndicats des bibliothécaires. Selon Mme Françoise Giroud, les bibliothécaires de gare « devraient bénéficier de l'ensemble des dispositions du code du travail — notamment en matière de congé de représentation — et des conventions collectives conclues par la Bibliothèque de la Gare ». De leur côté, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de cette entreprise ont rappelé, au cours d'une conférence de presse tenue le 11 février, les conditions de travail des bibliothécaires de gare : rémunération sur la base de quarante heures, alors que, selon eux, les temps de présence sont supérieurs, les manipulations pénibles des ouvrages responsables d'atteintes à la santé, etc. Les chiffres de rémunération indiqués par les syndicats sont contestés par Hachette.

N.B.L.R. — Les bibliothécaires de gare ont certainement droit à leur congé : les lecteurs, eux, ont droit à leur journal. Des mesures doivent donc être prises pour qu'ils puissent trouver le dimanche leur quotidien ou leur hebdomadaire, alors que de nombreux bibliothécaires de gare sont indûment fermés.

« GREVE À UTA » — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.) et le syndicat de la compagnie UTA (Union des Travailleurs Aériens) ont lancé une grève le 12 février une consigne d'arrêt de travail d'une durée de dix-huit heures — de 8 heures du matin à minuit — sur les vols à destination de l'Afrique. Les protestataires ont refusé leurs navires conditions d'habitat et de travail des écoles africaines.



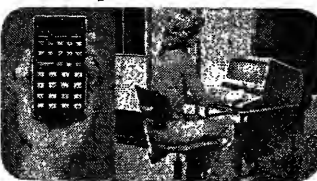
L'Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques (ONERA) effectue des essais en soufflerie sur tous les phénomènes régissant l'inflammation du mélange air-combustible et le développement de la combustion. Les résultats de cette expérimentation sont

obtenus en temps réel grâce à un système d'acquisition de données 9600 Hewlett-Packard qui les analyse, les traite et les stocke sur bande magnétique ou imprimante. (Ci-dessus : développement d'une flamme dans un foyer de visualisation.)

Le matériel informatique Hewlett-Packard contribue au progrès de la recherche aéronautique.

La gamme des produits informatiques Hewlett-Packard va des calculateurs de poche aux systèmes informatiques les plus sophistiqués, en passant par les calculateurs de table programmables, chaque catégorie répondant à de multiples utilisations.

Au total, Hewlett-Packard a mis au point et commercialisé plus de 3000 produits. En France, l'usine de Grenoble assure la fabrication d'un certain nombre d'entre eux.



HEWLETT PACKARD

172 points de vente dans 19 pays assurent la vente et le service après-vente

Si vous désirez recevoir une brochure d'information sur les activités de la société, écrivez à M. J. Marquizeau, Hewlett-Packard France, B.P. n° 70, 91401 Orsay.

Deux autres exemples de la technologie informatique chez Hewlett-Packard : à gauche le HP-21, calculateur de poche scientifique à fonction multiples ; à droite, l'ordinateur HP-3000 CX qui utilise les divers langages informatiques et n'occupe qu'une superficie de 13 m².

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Le relèvement du fonctionnement budgétaire

Le relèvement du fonctionnement budgétaire est un sujet qui préoccupe de plus en plus les citoyens. Les dépenses publiques, en effet, augmentent chaque année, et il faut trouver des moyens pour financer ces dépenses sans alourdir le fardeau des contribuables. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de mettre en œuvre une série de mesures visant à réduire les dépenses et à augmenter les recettes.

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

Mme FRANÇOISE GIROUD INTERVIENT EN FAVEUR DES BIBLIOTHÉCAIRES DE GARE

ENTREPRISES

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PARTICIPATION

LA PARTICIPATION

Le rôle de la participation dans le développement de l'entreprise

LA PARTICIPATION

Le rôle de la participation dans le développement de l'entreprise

LA PARTICIPATION

Le rôle de la participation dans le développement de l'entreprise

LA PARTICIPATION

Le rôle de la participation dans le développement de l'entreprise

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GIMIXTE

RÉGIE SOCIAL : 12, rue de Castiglione, 75001 PARIS

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

EMPRUNT 10,20 % FÉVRIER 1976 de 227.600.000 F

AVEC LA GARANTIE DE 29 COLLECTIVITÉS LOCALES

Emission de 227 600 obligations de 1 000 F nominal

Prix d'émission : 995 F par obligation.

Sousscriptions : 9 février 1976. — Jours : 17 ans et 9 mois.

Intérêt nominal : 10,20 % soit 102 F par obligation, payable le 9 novembre de chaque année. Par anticipation, la première coupon représentative l'intérêt couru du 9 février 1976 au 9 novembre 1976 inclus est versée à 78,50 F par obligation.

Amortissement : en 15 ans à partir du 9 novembre 1976, en huit tranches égales remboursables le 9 novembre 1981, soit les 9 novembre 1976, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987, soit par tirage au sort.

Amortissement anticipé éventuellement par rachat en Bourse, le Groupement s'engageant à rembourser l'obligation rachetée par remboursement anticipé de la part de la collectivité locale.

Taux de rendement : 10,29 % (rendu d'impôt compris)

GARANTIES : Le service de l'emprunt est garanti hypothécairement et pendant toute la durée par les sociétés bénéficiaires sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le GIMIXTE dans la limite de leurs quotas-parts respectives.

Le quota-part de garantie de chacune des sociétés d'économie mixte est garanti hypothécairement et pendant toute la durée de l'emprunt par les collectivités locales dans le ressort desquelles elles exercent leur activité.

Voir COT n° 76-14

BALD n° 4 février 1976.

FONCINA

Société Immobilière d'Investissement

Société anonyme régie par l'ordonnance du 24 septembre 1958 et en loi du 24 mars 1963

au capital de 176 000 000 francs

Nouvelle adresse du siège social : 124, rue Réaumur - 75002 PARIS

R. C. 8020 18 252 2 Paris

N° INSEE : 800 731 024 111111

N° SIRENE : 802018252001476/7001

EXERCICE SOCIAL : 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1975

LOYERS ANNULÉS COMPARÉS

	Exercice 1974	Exercice 1975
1 ^{er} trimestre de l'exercice	4 481 620,85	8 235 172,43
2 ^e trimestre de l'exercice	5 662 487,09	5 401 796,28
3 ^e trimestre de l'exercice	4 705 061,12	9 021 111,26
4 ^e trimestre de l'exercice	4 864 926,64	5 204 754,18
TOTAUX	19 713 095,60	21 822 834,15

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC BLANC	LEGERMENT YEUX	NOIR
POURTE	1.700 F	1.400 F	1.100 F
1 ^{er} quart	1.700 F	1.400 F	1.100 F
2 ^e quart	1.700 F	1.400 F	1.100 F
3 ^e quart	1.700 F	1.400 F	1.100 F
4 ^e quart	1.700 F	1.400 F	1.100 F
5 ^e quart	1.700 F	1.400 F	1.100 F

De toutes les pierres précieuses, le diamant est le plus précieux et le plus rare.

GODECHOT & PAULIET

35, AVENUE MARSEILLE - FOUGÈRES

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - PARTAGES

BAKING POCH MARY VICTOR HUGO Tous les jours, sauf dimanche

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Algérienne de Génie Civil

et de Constructions (FILIALE SONATRACH)

ALGEC

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de matériel de travaux publics et d'usinage. Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la Direction Technique d'ALGEC, Cité Boumerdes, ALGER, à compter du 28 janvier 1976.

Les offres doivent être envoyées sous double enveloppe cachetée et devront porter la mention « Appel d'Offres International ».

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le jeudi 4 mars 1976 (4-3-76) au Siège d'ALGEC - Cité Boumerdes, à 16 heures.

CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES

Banco Hispano Americano

Commerciabank

Situation au 2 Janvier 1976

La situation au 2 Janvier 1976 d'après les 144.000 millions contre 133.622 millions en 2 Décembre 1975.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.

Après le point d'arrêt d'octobre, l'ensemble des opérations a permis de réaliser un bénéfice net de 1.200 millions de francs.



LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

ENTRE A LA BOURSE DE PARIS LE 16 FÉVRIER 1976

LE GROUPE A.G.F. EST LE DEUXIÈME GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES

- 14 000 collaborateurs.
- Un chiffre d'affaires mondial consolidé (1975) de 5 700 millions, 20 % de l'assurance Vie française.
- 1 million de véhicules assurés.
- Une activité dans plus de cinquante pays.
- 1 700 agents généraux qui mettent partout en France leur expérience à votre service.

LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES A.G.F. EST DE 145 MILLIONS DE FRANCS divisé en un million d'actions nominatives de 145 francs (valeur nominale).

Dans la limite d'un quart au maximum de ce capital, les actions peuvent, depuis 1973, être cédées par l'État. Au 31 décembre 1975 : 71 987 actions ont été distribuées gratuitement au personnel, 15 516 actions ont été cédées à titre onéreux.

Les actions cédées à titre onéreux sont immédiatement négociables ; les actions cédées gratuitement le seront au bout d'un délai de 5 ans suivant la distribution, sauf dans certains cas particuliers où elles sont immédiatement négociables.

Les actions négociables peuvent être acquises : par les personnes physiques françaises (maximum 250 actions par personne) ; par un certain nombre de grands établissements financiers du secteur public, et par les sociétés d'investissement, les sociétés ou organismes d'assurance, de prévoyance ou de retraite (maximum 10 000 actions pour chaque personne morale).

Chaque action de la Société Centrale des A.G.F. a reçu en 1975 : un dividende de 14 francs auquel s'est ajouté un avis fiscal de 7 francs, soit au total 21 francs.

La notice légale a été publiée au B.A.L.O. du 2 février 1976.

Une note d'information ayant reçu le visa n° 76-14 de la C.O.B. est à la disposition du public :

S'adresser à M. JARRARD, Secrétaire général, A.G.F., 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires hors taxes

compte de la société et de ses filiales, en janvier 1976, s'élève à 142 000 F contre 71 200 F en janvier 1975.

SIMMONDS S.A.

Le conseil d'administration de la

Société Simmonds S.A. a arrêté la

répartition de la somme de 10 F par

action, en espèces, à valoir sur le

compte de répartition des 30 septem-

bre 1976.

Le chiffre d'affaires hors taxes

compte de la société et de ses filiales, en janvier 1976, s'élève à 142 000 F contre 71 200 F en janvier 1975.

Après 1 225 000 F d'amortissement

l'excédent de 2 000 F (sur 3 225 000 F)

est réparti en 10 F par action, en

espèces, à valoir sur le compte de

répartition des 30 septembre 1976.

Après 1 225 000 F d'amortissement

l'excédent de 2 000 F (sur 3 225 000 F)

est réparti en 10 F par action, en

